



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 1er décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19 novembre 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Site sis

Les Quatre Routes
86290 Brigueil-Le-Chantre

Références : 2025 1433 UbD 16-86 Env 86
Code AIOT : 0007206154

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 novembre 2025 dans l'établissement sis implanté Les Quatre Routes 86290 Brigueil-le-Chantre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Les Quatre Routes 86290 Brigueil-le-Chantre
- Code AIOT : 0007206154
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure (VHU illégal 2712)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitation d'une installation soumise à enregistrement	Code de l'environnement du 24/11/2025, article L. 512-7 / R. 543-155-1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le propriétaire du terrain a été mis en demeure, par arrêté du 23 janvier 2025, de régulariser sa situation administrative en déposant un dossier d'enregistrement ou en cessant ses activités.

L'exploitant a fait le choix de cesser ses activités en évacuant les VHU et pièces de voitures et les déchets présents (pneus, bidons) sur son terrain.

Bien qu'il subsiste quelques déchets sur le site, il est considéré, au regard des faibles quantités présentes, que le propriétaire respecte les termes de la mise en demeure du 23 janvier 2025 et ne relève plus de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation d'une installation soumise à enregistrement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2025, article L. 512-7 / R. 543-155-1
Thème(s) : Situation administrative, Classement
Prescription contrôlée : article L. 512-7 du code de l'environnement <i>I. - Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées. [...]</i> article R. 543-155-1 du code de l'environnement <i>Les installations qui ne sont pas enregistrées au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées ne peuvent réceptionner de véhicules hors d'usage. Toutefois, les centres VHU titulaires d'un agrément délivré avant le 1er janvier 2025 qui ne sont pas soumis à enregistrement au titre de la rubrique mentionnée au précédent alinéa peuvent réceptionner des véhicules hors d'usage, tant que cet agrément n'est pas retiré ou suspendu dans les conditions prévues à l'article R. 515-38.</i>
Constats : La visite d'inspection du 7 novembre 2024 avait motivé un arrêté de mise en demeure, ordonnant également le paiement d'une amende administrative, en date du 23 janvier 2025. Par courrier du 11 février 2025, l'avocat de l'exploitant avait transmis à nos services, un courrier stipulant que son client ne voulait pas déposer de demande d'Enregistrement pour la rubrique 2712 et optait pour la cessation des activités. Cette correspondance était accompagnée de plusieurs certificats de destruction et de cession des véhicules entreposés sur le terrain. Les déchets de pneus et pièces de voitures avaient été évacués par un organisme agréé et par le propriétaire lui-même. Le jour de l'inspection du 19 novembre 2025, l'exploitant fait constater que le terrain est débarrassé de la majorité des VHU et de la majorité des déchets présents lors de l'inspection de novembre 2024. Les véhicules restants en attente de réparation lui appartiennent et les deux autres en état de fonctionnement appartiennent à la personne qui loge sur son terrain déjà présente lors de la première visite en 2024. Au vu des faibles quantités de VHU et de déchets restant sur le site, il est considéré qu'il ne relève plus de la législation des ICPE.

L'exploitant respecte les termes de l'arrêté de mise en demeure du 23 janvier 2025. L'inspection des installations classées propose de lever celle-ci.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure